

Je reviens tout juste d'une visite d'un camp de réfugiés afghans situé près de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan. L'occupation soviétique de l'Afghanistan est tout aussi méprisante aujourd'hui qu'elle l'était en 1979, alors que j'exprimais pour la première fois mon outrage au nom du gouvernement du Canada.

Plus de 20 % de la population de ce pays a été tuée ou forcée à fuir. Des familles ont été cruellement séparées, des milliers d'enfants sont devenus orphelins, et des femmes et des hommes ont été arrachés de leur foyer et exilés. La semaine dernière, j'ai été témoin de leur farouche détermination à rentrer dans leur pays et à refaire leur vie.

Nous félicitons le Pakistan des efforts désintéressés qu'il a déployés pour aider ces millions de personnes. De son côté, le Canada maintiendra son aide humanitaire en faveur des réfugiés. L'action du HCR et de la Croix Rouge mérite aussi d'être louée.

L'Afghanistan est soumis à une grave violation de sa souveraineté par une superpuissance voisine. Le régime Karmal installé en Afghanistan n'a aucune légitimité. Il doit céder la place à un gouvernement qui représente la volonté du peuple de ce pays. C'est seulement alors que la paix reviendra sur cette fière et ancienne terre.

Nous louons les efforts déployés pour arriver à une solution politique en Afghanistan et nous appuyons pleinement l'action menée à cette fin par le Secrétaire général des Nations Unies et son représentant.

Le Canada estime essentiel que l'Union soviétique mette fin à son occupation militaire de l'Afghanistan et contribue à créer les conditions nécessaires à la formation d'un vrai gouvernement national. Nous ne devons pas perdre de vue l'oppression continue subie par le peuple de l'Afghanistan pendant ces six ans d'occupation soviétique.